



Assemblée générale

Distr. générale
2 août 2018
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Point 14 de l'ordre du jour

**Application et suivi intégrés et coordonnés des textes
issus des grandes conférences et réunions au sommet
organisées par les Nations Unies dans les domaines
économique et social et dans les domaines connexes**

Lettre datée du 31 juillet 2018, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un mémorandum signé par le Ministre des affaires étrangères et de la mobilité humaine (par intérim), Andrés Terán Parral, concernant le retrait des réserves formulées par l'Équateur à la Conférence internationale sur la population et le développement (voir annexe).

Le mémorandum comporte une pièce jointe décrivant la position du Gouvernement équatorien sur le retrait des réserves qu'il avait émises à l'égard du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, adopté à la 14^e séance plénière de la Conférence internationale sur la population et le développement, tenue le 13 septembre 1994 au Caire, à propos, entre autres concepts, de la famille, des droits en matière de procréation, de la santé en matière de reproduction et de la planification familiale.

À cet égard, je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 14 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent
(Signé) Diego **Morejón Pazmiño**



**Annexe à la lettre datée du 31 juillet 2018 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous informer que le 23 novembre 2017, l'Équateur a retiré les réserves qu'il avait émises à l'égard du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, adopté au Caire en 1994.

Vous trouverez ci-joint un document sur les raisons ayant amené l'Équateur à prendre cette décision (voir annexe). Je vous serais reconnaissant de bien vouloir le porter à la connaissance des États Membres de l'Organisation, afin de parachever le retrait des réserves.

Le Ministre par intérim des affaires étrangères
et de la mobilité humaine,
(Signé) Andrés **Terán Parral**

Pièce jointe

[Original : espagnol]

Retrait des réserves formulées par l'Équateur à l'égard du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, adopté au Caire en 1994

La République de l'Équateur,

Ayant à l'esprit les « réserves » qu'elle avait émises à la 13^e séance plénière de la Conférence internationale sur la population et le développement, tenue le 13 septembre 1994, à propos, entre autres concepts, de la famille, des droits en matière de procréation, de la santé en matière de reproduction et de la planification familiale,

Considérant les engagements qu'elle a souscrits en tant qu'État Partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et prenant en considération la position du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur les réserves susmentionnées,

Considérant également qu'en 2008, l'Équateur a adopté une nouvelle Constitution qui, entre autres progrès, incorpore les dispositions de divers instruments internationaux, notamment pour ce qui est des droits en matière de sexualité et de reproduction et du droit à une vie exempte de violence fondée sur le genre,

Indique ce qui suit :

1. La Constitution équatorienne est l'expression d'un nouveau pacte social qui, s'inscrivant dans le cadre éthico-juridique des droits de l'homme, entraîne une évolution fondamentale du statut personnel des citoyens et un élargissement des droits qui leur sont reconnus et garantis, de sorte que la motivation des réserves émises en 1994 apparaît incompatible avec ses dispositions ;

2. La Constitution range parmi les devoirs primordiaux de l'État le fait de garantir, sans discrimination aucune, les droits de l'homme reconnus dans ce texte et dans les instruments internationaux en la matière ;

2. L'égalité est un droit fondamental inscrit dans la Constitution équatorienne, dont l'article 11 dispose ce qui suit : « Les personnes sont égales en droits, en devoirs et en chances. Nul ne peut faire l'objet de discrimination fondée sur l'origine ethnique, le lieu de naissance, l'âge, le sexe, l'identité de genre, l'identité culturelle, l'état matrimonial, la langue, la religion, l'idéologie, l'affiliation politique, les antécédents judiciaires, la situation socioéconomique, le statut migratoire, l'orientation sexuelle, l'état de santé, le statut sérologique, le handicap ou la différence physique, ni sur aucune autre distinction personnelle ou collective, provisoire ou permanente, ayant pour objet ou pour effet de restreindre ou d'annuler la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice de ses droits ;

4. Aux termes de l'article 32 de la Constitution, la santé est un droit garanti par l'État dont la réalisation est liée à l'exercice d'autres droits ; l'État s'acquitte de ce rôle par des politiques économiques, sociales, culturelles, éducatives et environnementales et en ouvrant un accès permanent et sans exclusive, selon que de besoin, à des programmes, mesures et services de promotion et de soins de santé, y compris en matière de sexualité et de reproduction ;

5. À l'article 43, la Constitution prescrit à l'État de garantir aux femmes enceintes ou allaitantes le droit de ne subir aucune discrimination sociale fondée sur

leur grossesse, notamment en matière d'éducation ou d'emploi, le droit à des services de santé maternelle gratuits, le droit à la protection prioritaire de la vie et de la santé intégrale et aux soins y afférent pendant la grossesse, l'accouchement et la période puerpérale et le droit de disposer des installations nécessaires à leur rétablissement après la grossesse et pendant l'allaitement ;

6. À l'article 45, la Constitution octroie aux enfants et aux adolescents, outre les droits propres à leur âge, les droits communs à tout être humain, l'État reconnaissant et garantissant le droit à la vie, y compris le droit aux soins et à la protection, dès la conception ;

7. En ce qui concerne les droits en matière de sexualité et de procréation, la Constitution reconnaît à l'article 66 le droit de chacun de décider librement et de manière éclairée, spontanée et responsable de sa sexualité et de sa vie et de son orientation sexuelle, l'État facilitant l'accès aux moyens nécessaires pour que ces décisions soient prises en sécurité, et le droit de chacun de prendre de manière libre, responsable et éclairée les décisions touchant à sa santé et à sa vie en matière de procréation ainsi qu'au nombre d'enfants qu'il souhaite avoir ;

8. À l'article 67, la Constitution reconnaît comme sujets de droit dignes de protection les divers types de familles constituées en droit ou en fait et leur garantit des conditions favorables à l'accomplissement intégral de leurs fins ;

9. À l'article 69, la Constitution prévoit de promouvoir la maternité et la paternité responsables aux fins de la protection des droits des membres de la famille, obligation étant faite aux parents de prendre soin de leurs enfants et de pourvoir à leur éducation, à leur instruction, à leur alimentation, à leur développement intégral et à la protection de leurs droits, en particulier s'ils en sont séparés pour une raison ou l'autre ;

10. La Constitution dispose, à l'article 347, qu'il incombe à l'État de faire en sorte que toutes les institutions pédagogiques délivrent une formation à la citoyenneté, à la sexualité et à l'environnement axée sur les droits et, à l'article 363, que l'État est responsable, entre autres mesures, de prodiguer des soins de santé en matière de sexualité et de procréation et de protéger la santé intégrale et la vie des femmes pendant la grossesse, l'accouchement et la période puerpérale ;

11. Le Programme d'action est pleinement compatible avec la Constitution équatorienne, sachant qu'au paragraphe 8.25, il y est établi avec une insistance particulière ce qui suit : « L'avortement ne devrait, en aucun cas, être promu en tant que méthode de planification familiale. Tous les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées sont vivement invités à renforcer leur engagement en faveur de la santé de la femme [...] » ;

12. Le Programme d'action, n'étant pas un traité international mais une déclaration politique, est dépourvu d'effet contraignant ; le retrait par l'Équateur de ses « réserves » vise donc à informer la communauté internationale de l'attachement de son gouvernement aux droits de l'homme, dans l'esprit du Plan national de développement 2017-2021, de la législation en vigueur et de sa grande croisade nationale contre la discrimination et la violence à l'égard des femmes ;

13. S'il maintenait ses « réserves » à l'égard du Programme d'action du Caire, l'Équateur poursuivrait une politique étrangère incompatible avec le paragraphe 7 de l'article 416 de sa Constitution, dans lequel est érigée en principe l'obligation faite au Gouvernement, en matière de relations internationales, de défendre le respect des droits de l'homme et de favoriser le plein exercice de ces droits en respectant les obligations souscrites au titre des instruments internationaux y relatifs ;

En foi de quoi, compte tenu des dispositions pertinentes de la Constitution de la République de l'Équateur et de la teneur précise du Programme d'action du Caire, l'Équateur a décidé le 23 novembre 2017 de retirer les réserves formulées le 13 septembre 1994 à l'égard dudit texte et demande que le présent document soit distribué aux Membres de l'Organisation des Nations Unies afin d'exposer les raisons de cette décision.
